

Communiqué des collectifs de soutien des parents de Saint-Jean de Passy

Article rédigé par *soutiensjp.wordpress.com*, le 14 mai 2020

"Nous avons appris avec consternation et colère la décision de licenciement de François-Xavier Clément annoncée ce matin."

Paris, le 12 mai 2020

Chers parents, Chers soutiens,

Nous avons appris avec consternation et colère la décision de licenciement de François-Xavier Clément annoncée ce matin.

Malgré votre mobilisation exceptionnelle, cette décision nous semble inacceptable, tant sur le plan de la procédure, de la morale que du droit.

En se drapant de toutes les vertus, trois personnes ont donc réussi, de concert et patiemment, à briser la réputation d'un homme, engendrer désordres et souffrances et casser durablement l'image de notre établissement.

La Présidente de l'APEL, en guerre ouverte contre M. Clément depuis des années, le Directeur Diocésain de l'Enseignement Catholique, qui semble animé par des intentions bien peu évangéliques, et le Président du Conseil d'Administration, qui a initié toute cette crise sans en parler à l'ensemble de son conseil, auront des comptes à rendre sur le désordre qu'ils ont semé et les violences qu'ils ont suscitées.

Dans quel état laissent-ils aujourd'hui notre chère école ? Quel gâchis !

Sur la forme, tout le monde convient, y compris Mgr Aupetit, de l'inutile brutalité et humiliation de la procédure, qui traduit, au pire, le caractère trouble des intentions et, au mieux, la profonde médiocrité des acteurs. Il faudra en tirer des conséquences rapides.

Sur le fond du dossier, nous sommes écœurés par le non-respect de la présomption d'innocence et du contradictoire.

L'enseignement catholique parisien est-il devenu la dernière zone de non-droit, où l'on fabrique des audits partiels et partiels, où l'on sollicite des témoignages pour venir en appui d'un dossier initial qui se révèle trop faible, où l'on empêche l'accusé de connaître les « crimes » qu'on lui reproche et donc de se défendre ?

Comment l'Eglise, qu'on a connue moins prompte, y compris à Paris, à prendre des décisions managériales fortes en cas de délits ou crimes avérés, peut-elle cautionner ce déni de justice ?

Malgré nos demandes répétées et les encouragements de Mgr de Romanet en ce sens, nous n'avons pas eu accès au dossier, pas plus que François-Xavier Clément. Il n'y a eu ni alertes formelles de ses supérieurs, ni

aucune plainte contre lui.

Nous ne construirons pas la paix à Saint-Jean de Passy en faisant l'économie de la vérité. Il faudra que ceux qui la cachent aujourd'hui la mettent sur la table et que nous puissions en débattre. Seule la vérité nous rendra libres !

Nous ne construirons pas la paix à Saint-Jean de Passy sans refondre en profondeur les instances de l'établissement qui ont failli. A cet égard, vous pourrez prochainement voter en faveur d'une équipe renouvelée à l'APEL. Elle sera garante des intérêts des familles de St Jean et des élèves, loin des dérives personnelles. Elle cherchera à amener la vérité et la sérénité, pour sortir de cette politique de la terre brûlée.

Nous ne construirons pas la paix à Saint-Jean de Passy sans rendre hommage comme il le mérite à ce qu'a apporté François-Xavier Clément à l'établissement.

Nous ne construirons pas la paix à Saint-Jean de Passy sans entendre les malaises profonds, les souffrances, les humiliations et les règlements de comptes larvés qui ont émergé depuis le 14 avril dernier.

Le message de Mgr Aupetit interroge beaucoup d'entre nous sur la façon dont l'Eglise à Paris élabore ses décisions, conçoit la transparence de ses délibérations et fait entendre son autorité sur une administration profondément déficiente. Mais aussi sur le traitement qui est réservé à ceux qui la servent. Ce dossier, qui est loin d'être isolé, doit appeler à un sursaut de la part de Catholiques engagés, désintéressés, mais attachés à une parole libérée.

Nous sommes nombreux à être déconcertés et en colère. Comment, dans ces conditions, ne pas comprendre certains d'entre nous qui se refuseront désormais à la soutenir aveuglément, notamment financièrement ?

La magnifique mobilisation spontanée qui est la nôtre a surpris tout le monde. Beaucoup d'observateurs du monde de l'éducation ont reconnu qu'ils n'avaient jamais vu cela. Elle a même fait peur à certains et cette fébrilité explique sans doute l'accélération imprévue du calendrier, au lendemain de la convocation de l'Assemblée générale de l'APEL qui se tiendra comme prévu le 4 juin prochain pour franchir cette nouvelle étape.

Nous pouvons être fiers collectivement de cette mobilisation au service de la vérité.

La situation de François-Xavier Clément est désormais entre les mains des avocats qui, nous l'espérons, l'aideront à laver son honneur et trouver le chemin d'une sortie digne.

Le combat continue, pour la justice à St Jean, pour une gouvernance assainie et aussi pour que l'Eglise à Paris puisse retrouver un peu d'audace et de courage, et ne pas abandonner sa mission au service de l'éducation.

Nous avons toujours besoin de vous. Les Collectifs St Jean de Passy